



Pour en finir, une nouvelle fois, avec les classes moyennes !

Par Nathanaël Uhl,
Chercheur associé à l'Association culturelle Joseph-Jacquemotte
Février 2019
11.400 signes

Une crise sociopolitique peut aussi constituer un miroir déformant. Depuis le mois de novembre 2018, la France est agitée par le mouvement des « Gilets jaunes », jacquerie de la France périphérique. Chacun a voulu y voir l'expression d'une « révolte des classes moyennes ».

Voire la version française d'un mouvement international qui voit une partie de la population, ni riche ni complètement pauvre, se soulever. L'auteur de ces lignes a, à de nombreuses reprises, utilisé l'expression par commodité autant que par facilité. Il faut corriger cette erreur et revenir sur le concept politique que recouvre le vocable des « classes (dites) moyennes ».

Capitalisme et balle au centre

C'est peu dire que le capitalisme mène depuis des années, et avec un succès certain, la bataille culturelle. Il est parvenu à imposer, tant dans les discours politiques que sur les plateaux de télévision voire les tribunes de certains partis et jusqu'au comptoir des bistrotts, ses propres termes et ses propres enjeux.

Depuis la chute du mur de Berlin, l'antienne de Francis Fukuyama¹, selon laquelle « le communisme est mort, le capitalisme a gagné et l'histoire est finie », a contaminé une partie de la

¹ Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Flammarion, Paris, 1992.

social-démocratie. C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier le recours rhétorique à une création discursive purement politique : les classes moyennes. Là encore, une grande partie de la gauche reprend à son compte des éléments de langage à l'origine plutôt marqués, comme nous allons le voir, à droite.

Ainsi, dans un communiqué de presse consacré à la critique de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN), l'ancien parti au pouvoir en France s'insurgeait de ce qu' « *une nouvelle fois, ce sont les classes moyennes et populaires, et en particulier l'accès au logement des personnes précaires, qui en seront les premières victimes* »². Chacun notera que le terme de « *classes moyennes* » est souvent, à gauche, accolé à celui de « *classes populaires* ».

Comme pour rapprocher l'un de l'autre. Cette proximité sémantique procède d'une réalité historique qui remonte à la Commune de Paris.

Appartenance ressentie à un statut social

Mais commençons par une question fondamentale. Qui sont donc ces fameuses « classes moyennes » ?

Selon la synthèse que propose l'encyclopédie collaborative Wikipedia (qui, puisqu'elle participe de l'idéologie dominante, s'avère une référence tout-à-fait utile pour faire le point sur l'état des représentations tendues en guise de miroir à la société), les classes moyennes doivent s'appréhender selon la définition suivante. « *La classe moyenne rassemble un ensemble de populations hétérogènes, situées au-dessus des classes pauvres et en-dessous des classes aisées* ». Mais de reconnaître aussitôt que « *la question de sa définition exacte reste délicate et explique que l'on parle aussi « des classes moyennes ». Les critères majeurs de définition restant le niveau de vie et l'appartenance ressentie à un statut social, il est patent que la notion varie suivant les pays et dans le temps* ».

Cette difficulté à préciser la nature des classes moyennes et, *in fine*, à en définir les contours, est encore illustrée dans l'approche des niveaux de vie. Généralement, elle inclut les individus d'un revenu allant de 1.300 € nets par mois (soit le revenu médian des salariés à temps plein en France) à 3.000 € nets par mois.

De son côté, l'Observatoire des inégalités estime que « *les classes moyennes correspondent aux salariés gagnant entre 1.200 et 1.840 euros nets par mois* »³. Mais, reconnaissant qu'il n'existe pas de définition « objective » (sic), l'Observatoire reprend à son compte la définition donnée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC). D'après ce dernier, « *les 30 % les plus démunis composent les catégories « modestes ». Les 20 % les plus riches composent les catégories « aisées ». Les classes « moyennes » se situent entre les 30 % les plus démunis et les 20 % les mieux rémunérés. Elles représentent 50 % de la population* ».

² Communiqué du Parti Socialiste, *Loi Elan : une régression sociale et environnementale*, 4 octobre 2018.

³ Observatoire des inégalités, *Qui sont les pauvres en France ?*, 16 octobre 2017, Url : <https://www.inegalites.fr/Qui-sont-les-pauvres-en-France>, date de consultation : 11 janvier 2019.

Il n'y a donc pas de définition scientifique partagée de la classe moyenne. Il y a à cela une explication. La notion de classes « moyennes » relève d'abord d'une construction politique, axée sur le sentiment d'appartenance à un statut social différent de la classe ouvrière. Ce sentiment se nourrit de pratiques, pour beaucoup culturelles : aller au cinéma, au théâtre, aux concerts, etc...

Il s'alimente de choix de vie, comme celui de consacrer une part sensible de son budget à des domaines qui ne relèvent pas de la survie. Le « bobo » constitue l'illustration archétypique de cette construction politique qu'est la « classe moyenne ». Il s'agit d'un mouvement de mode, relayé et amplifié par les médias, dans le seul but, finalement, de diviser la classe ouvrière.

Paupérisation de la partie la plus aisée de la classe ouvrière

Cette pratique remonte à loin. Dès les années 1930, les idéologues au service des deux cents familles ont mis en avant le concept de « classes moyennes » dans une période de montée du mouvement révolutionnaire. La paupérisation de la partie la plus aisée de la classe ouvrière, menacée de rejoindre les rangs du prolétariat voire du *lumpenproletariat* (le « prolétariat en haillons », selon l'expression créée par Marx pour désigner les éléments déclassés de la classe ouvrière, « c'est-à-dire la voyoucratie des grandes villes, cette putréfaction passive⁴), avait pour conséquence de radicaliser cette frange de la population composée d'ouvriers très qualifiés à haut niveau de culture mais aussi à très haut niveau de maîtrise du métier (on songera tout spécialement aux artisans) au point de les jeter dans les bras des partis communistes.

La création du concept de « classe moyenne » permettait alors de faire croire à cette fraction de la classe ouvrière qu'elle disposait d'un statut non ordinaire, que son expérience particulière, ses responsabilités spécifiques, ses comportements sociaux et ses habitudes de consommation la différenciaient radicalement des ouvriers cantonnés au stade de la simple survie (le prolétariat). Il fallait l'inciter à penser que ses intérêts étaient antagonistes de ceux des ouvriers. Résultat de ce travail : une partie des membres de cette création politique ont rejoint les rangs d'organisations d'extrême-droite.

Dans les faits, les prémices de la création de la classe moyenne, instrument de division de la classe ouvrière, remontent au 19^{ème} siècle avec ce qu'il était convenu alors d'appeler les « *petits bourgeois* », caractérisés à la fois par un très haut niveau de culture, là encore, et une certaine forme de précarité économique. Mais cette différenciation a fait long feu puisque bon nombre de ces petits bourgeois ont, contrairement aux attentes des idéologues réactionnaires, formé les bataillons d'élite du mouvement révolutionnaire, notamment sous la Commune de Paris⁵.

Retour à Marx (et à l'éducation permanente !)

D'un point de vue marxiste, on peut réintégrer les « classes moyennes » dans le cadre d'une classe ouvrière classique et précisément définie. Il s'agit de la classe sociale qui, pour pouvoir assurer sa survie, est obligée de vendre sa force de travail à la classe antagoniste qui dispose du capital et des moyens matériels de production. Les membres de la classe ouvrière ont en

⁴ Karl Marx, *Le Manifeste du Parti Communiste* (1848), Nathan, Paris, 2014, p.15.

⁵ *La Commune*, Association des amies et amis de la Commune de Paris (1871), 2014/4, p.25.

commun, quel que soit leur statut ressenti, de produire la plus-value qui est accaparée par les propriétaires de l'outil de production. Cette classe rassemble donc autant les ouvriers, les contremaîtres, les ingénieurs, les techniciens que les cadres. Il en est de même pour les artisans et les paysans, qui n'ont de possibilité de vivre qu'en vendant leur production à un chef d'entreprise plus important.

Reste que cette appartenance de classe ne se décrète plus, elle procède, au contraire, aujourd'hui d'une acceptation volontaire. D'où l'importance de la conscience de classe appelée à se manifester comme « démarche d'affirmation d'une contre-culture de classe (écoles mutuelles, journaux, chorales et théâtres ouvriers, littérature prolétarienne, écoles socialistes ...) »⁶ à la manière dont le pilier socialiste a développé, en Belgique francophone, le secteur de l'éducation permanente. L'enjeu, en ces périodes de ruptures sociales, consiste, dès lors, à concrétiser l'imaginaire d'une autre société : « celle où le peuple devient maître en sa demeure, libre de l'aménager et de la gérer en fonction de ses intérêts propres et de ses idéaux collectifs ».⁷

Par conséquent, la question de l'appartenance de classe, ainsi posée comme choix de classe, renvoie, d'une part, à l'identification et à la dénonciation des mécanismes de séduction du capitalisme contemporain. Ce dernier a, en effet, muté, à partir de la fin des années 1960, et a fini par reposer de plus en plus sur un discours de séduction prônant l'amenuisement de l'Être au profit du paraître et l'emprise du conditionnement sur le discernement⁸.

L'enjeu final correspondant à cette conception de l'éducation permanente vise *in fine* à faire jouer un rôle de contrepois significatif à « la dimension culturelle du mouvement social qui transforme la puissance de soumission en puissance d'agir »⁹. Ni plus ni moins !

⁶ Jean-Luc Degée, *Éducation permanente. Chemins croisés et croisée des chemins* in Journal de l'Alpha, n°192, 1^{er} trimestre 2014, pp.119-120.

⁷ Jean-Luc Degée, *Les Maisons du Peuple, lieux de contradiction de l'action éducative*, in Tatiana Willems et Renaud Zeebroek, *Les Maisons du Peuple entre militantisme et loisirs*, Fédération Wallonie-Bruxelles, Coll. d'ethnologie européenne, 2012, pp. 137-156.

⁸ Lire à ce sujet Michel Clouscard, *Le Capitalisme de la séduction. Critique de la social-démocratie*, Éditions sociales, Paris, 1981

⁹ Christian Maurel, *Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Paris, L'Harmattan, Coll. Le travail du social, 2010.